**Après le silence**

**Réagir aux violences sexuelles envers les personnes LGBT**

*RAPPORT SYNTHÈSE*

Recherche menée

sous la direction de

Michel Dorais

et

Mathieu-Joël Gervais

avec la contribution de

Barbara Andrade Sousa,

Manuel Mendo

et

Marie-Geneviève Lalancette Lagotte

Le contenu suivant constitue une version condensée et vulgarisée d’un rapport de recherche réalisé sous la direction de Michel Dorais, professeur titulaire, École de service social, Université Laval et de Mathieu-Joël Gervais, professeur associé au Département de psychologie à l'Université du Québec à Montréal et à l’École de travail social et de criminologie de l'Université Laval. Ce rapport fut remis à l’automne 2018 au Secrétariat de la condition féminine, organisme qui a soutenu financièrement cette étude. Il fut aussi publié une version vulgarisée aux Presses de l’université Laval, en mars 2019, sous le titre *Après le silence. Réagir aux agressions sexuelles envers les personnes LGBT.*

INTRODUCTION

En octobre 2016, le gouvernement du Québec rendait publique la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*. C’est dans cette perspective que l’action 49 de la Stratégie proposait de mieux documenter la problématique des violences sexuelles commises envers les personnes de la diversité sexuelle et de genre.

L’équipe de recherche sous la direction de Michel Dorais et de Mathieu-Joël Gervais, en collaboration avec deux organismes communautaires (le GRIS Montréal et le GRIS Québec), a eu comme mandat de documenter à la fois les réalités des personnes LGBT au Québec en matière d’agressions sexuelles et l’aide reçue suite à ces dernières. Cette recherche fut soutenue financièrement par le Secrétariat à la condition féminine.

La méthodologie déployée lors de cette recherche comprenait deux volets distincts. Un volet visait à mieux connaître l’offre de services des organismes publics, parapublics et communautaires venant en aide aux victimes d’agression sexuelle au Québec. Pour ce faire, un questionnaire comprenant des questions fermées et ouvertes a été développé et rendu disponible en ligne. Un autre volet de l’étude, qualitatif celui-là, a permis de recueillir le témoignage de 40 personnes issues de la diversité sexuelle et de genre ayant fait appel à des services d’aide aux victimes d’agressions sexuelles, cela après avoir subi de telles agressions. Pour ce volet, les données ont été recueillies à l’aide d’entrevues individuelles d’une durée moyenne d’une heure trente. Cette étude s’est déroulée activement, dans ses deux volets, du début de l’été 2017 à janvier 2018.

UNE ENQUÊTE AUPRÈS DE 40 PERSONNES LGBT VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES

**PROFIL DES RÉPONDANTS ET RÉPONDANTES** (n=40; ensemble de l’échantillon)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Orientation sexuelle** | Homosexuelle | 25 (62%) |
| Bisexuelle | 7 (17%) |
| Pansexuelle | 3 (8%) |
| Hétérosexuelle | 4 (10%) |
| En questionnement | 1 (3%) |
| **Identité de genre** | Homme | 17 (42%) |
| Femme | 15 (37%) |
| Homme trans | 4 (10%) |
| Femme trans | 1 (3%) |
| Non-binaire ou Queer | 3 (8%) |
| **Groupe d’âge** | [20 ans et 29 ans] | 12 (30%) |
| [30 ans et 39 ans] | 12 (30%) |
| [40 ans et 49 ans] | 8 (20%) |
| [50 ans et 59 ans] | 5 (12%) |
| 60 ans et plus | 3 (8%) |
| **Niveau de scolarité** | Niveau primaire | 1 (3%) |
| Niveau secondaire | 8 (20%) |
| Niveau collégial | 7 (17%) |
| Niveau universitaire | 22 (55%) |
| Ne sais pas | 2 (5%) |
| **Milieu de vie** | Urbain | 32 (80%) |
| Semi-urbain | 7 (17%) |
| Rural | 1 (3%) |
| **Âge de la victime lors de(s) agression(s)** | Enfance | 21 (36%) |
| Adolescence | 13 (22%) |
| Adulte | 24 (42%) |
| **Lien entre la victime et le(s) agresseur(s)** | Entourage (ami, prêtre, gardienne, professeur, etc.) | 16 (28%) |
| Famille ou fratrie | 15 (27%) |
| Partenaire amoureux | 12 (20%) |
| Inconnu (bar, date, party) | 13 (22%) |
| Travail (clients) | 2 (3%) |
|  |  |  |
| **Identité de genre de(s) agresseur(s)** | Hommes cisgenres | 49 (84%) |
| Femmes cisgenres | 8 (14%) |
| Femme transgenre | 1 (2%) |
| Femme transgenre | 1 (2%) | |

TÉMOIGNAGES DES PERSONNES TRANS

PROFIL DES PERSONNES TRANS INTERROGÉES

Ce sous-échantillon regroupe 10 personnes âgées de 20 à 55 ans ayant vécu une transition de sexe ou de genre.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Orientation sexuelle** | Homosexuelle | 2 (20%) |
| Bisexuelle | 1 (10%) |
| Pansexuelle | 2 (20%) |
| Hétérosexuelle | 4 (40%) |
| En questionnement | 1 (10%) |
| **Identité de genre** | Femme | 4 (40%) |
| Femme trans | 1 (10%) |
| Homme trans | 4 (40%) |
| Non binaire | 1 (10%) |
| **Groupe d’âge** | [20 ans et 29 ans] | 3 (30%) |
| [30 ans et 39 ans] | 5 (50%) |
| [40 ans et 49 ans] | 1 (10%) |
| [50 ans et 59 ans] | 1 (10%) |
| **Niveau de scolarité** | Niveau secondaire | 3 (30%) |
| Niveau collégial | 2 (20%) |
| Niveau universitaire | 5 (50%) |
| **Milieu de vie** | Urbain | 8 (80%) |
| Semi-urbain | 2 (20%) |
| **Âge de la victime**  **lors de(s) agression(s)** | Enfance | 4 (22%) |
| Adolescence | 4 (22%) |
| Adulte | 10 (56%) |
| **Lien entre la victime et le(s) agresseur(s)** | Entourage (ami) | 2 (11%) |
| Famille ou fratrie | 3 (17%) |
| Partenaire amoureux | 7 (39%) |
| Inconnu (bar, date, party) | 4 (22%) |
| Travail (clients) | 2 (11%) |
| **Identité de genre de(s) agresseur(s)** | Hommes cisgenres | 15 (83%) |
| Femmes cisgenres | 2 (11%) |
| Femme transgenre | 1 (6%) |

LES VULNÉRABILITÉS - FACTEURS DE RISQUE

Certaines personnes participantes expriment que la période de transition constitue en elle-même un facteur de vulnérabilité aux agressions sexuelles. Ils évoquent aussi la nécessité de compléter leur parcours de transition avant de régler les différents impacts de l’agression, car cela fait beaucoup de choses à régler.

Selon des personnes répondantes, les stéréotypes qui affectent le statut de personne trans contribue à leur plus grande vulnérabilité, laquelle serait exacerbée par l’objectivation des femmes trans dans la pornographie.

Les difficultés d’accessibilité à un emploi et la pauvreté ou l’instabilité qui en résultent peuvent parfois provoquer la nécessité de s'adonner au travail du sexe, s’exposant ainsi aux nombreux risques qui le caractérise.

LES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN PHYSIQUE, PSYCHOLOGIQUE ET RELATIONNEL

Le double vécu – un parcours de transition et des stratégies de survie aux agressions sexuelles subies - fait parfois en sorte d’exacerber les sentiments de dégoût, de honte, de peur, d’anxiété et d’intense souffrance chez les personnes trans. Certaines évoquent des craintes ou des traumatismes spécifiques : l’impression de danger imminent, la peur soit d’être agressées à nouveau, soit d’être « dénoncées » comme personnes trans. Elles craignent pour leur sécurité, ce qui les rend anxieuses lorsqu’elles sont seules, mais également lorsqu’elles désirent établir des relations interpersonnelles intimes. Cette peur constante irait même, du moins pour certaines personnes, jusqu’à influencer leur choix de carrière.

MYTHES, PRÉJUGÉS ET RÉALITÉ : LES LIENS PRÉSUMÉS ENTRE AGRESSION SEXUELLE ET IDENTITÉ TRANS

Voici quelques préjugés et mythes invalidants rapportés par les participantes :

* Les femmes trans déplorent le mythe selon lequel elles seraient en permanence et pour tout un chacun disponibles pour des rapports sexuels, lequel provient beaucoup de la pornographie, qui tend à les présenter comme étant des « bêtes de sexe », y compris à subir des rapports non consensuels, à endurer en silence tout ce qui leur arrive et à s’abstenir de porter plainte.
* Un mythe récurrent et très nuisible se retrouvent même chez des intervenants et intervenantes à l’effet que le désir de transition émergerait à une agression sexuelle préalablement subie.

Par crainte de ces corrélations ou d’hypothèses erronées et d’invalidation subséquente de leur identité, des répondantes et des répondants trans se sont abstenus de parler de leurs agressions sexuelles lorsqu’ils ont entamé leur processus de transition. Ils insistent pour dire que cette notion de « causalité » entre agression et transition de genre ou de sexe est et demeure infondée.

LA DEMANDE D’AIDE CHEZ LES PERSONNES TRANS VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE

Les personnes répondantes estiment que les ressources les plus accessibles suite à une agression sexuelle sont surtout conçues en fonction des besoins des femmes hétérosexuelles cisgenres, et plus précisément une femme agressée par un homme. Aucun n’a exprimé une expérience totalement positive dans son parcours de services reçus suite aux agressions. Trois besoins spécifiques émergent.

1. Mieux informer et former les professionnels et les intervenants sur les réalités trans

La majorité des personnes répondantes estiment qu'une formation sur la réalité et les enjeux des réalités trans est nécessaire aux professionnels et professionnelles en premières lignes (CLSC, hôpitaux), mais aussi dans tous les milieux où une personne trans est susceptible de se confier à la suite d’une agression sexuelle (ex : maison de femmes). La conjugaison de la transidentité et de l’agression sexuelle semble entrainer une certaine confusion chez plusieurs professionnels et professionnelles.

Toutes les personnes trans ont souligné que la crainte d’être invalidées et non respectées dans leur identité a ajouté à la difficulté pour elles de dévoiler les agressions sexuelles subies.

Alors que certains professionnels et professionnelles invalident en effet l’identité de sexe ou de genre de la personne qui a vécu une transition, d’autres outrepassent leur rôle en démontrant une curiosité déplacée ou même une fixation sur l’identité de genre de la personne (au lieu de se centrer sur l’agression sexuelle et ses séquelles, motifs de la consultation).

À plus large échelle, des sensibilisations et formations auraient aussi leur place en milieu académique (à commencer par l’éducation à la sexualité dans les écoles). Elles pourraient intégrer des éléments concernant la transition, la transidentité et le caractère multiple des agressions sexuelles, lesquelles touchent tous les sexes et tous les genres.

1. Réduire la complexité des procédures (notamment administratives) pour recevoir de l’aide

La majorité des personnes répondantes trans ayant reçu des services de l’Indemnisation des Victimes d’Actes Criminels (IVAC) se plaignent de la complexité des procédures, de la lourdeur administrative et du délai pour avoir accès aux services et indemnités. Ceci fragilise d’avantage des victimes déjà en état de vulnérabilité. Plusieurs font état du même sentiment concernant le système de justice. Cependant, la majorité ayant porté plainte rapporte avoir été crue et bien informée sur les procédures éventuelles par les services de police, dont l’écoute est soulignée.

1. Investir dans des services communautaires et bonifier l’offre de services « hors réseau »

Il est recommandé l’utilisation d'un formulaire plus inclusif lors des demandes d’aide de la part de victimes, sans que celui-ci contraigne la personne à dévoiler son statut ou son identité trans. Des personnes soulignent la nécessité de mettre en place des organismes destinés spécifiquement à répondre aux besoins des personnes trans ayant vécu des agressions Ils permettraient le regroupement de personnes partageant des réalités similaires et atténueraient certaines discriminations. D’autres affirment que la voie à suivre serait plutôt de s’assurer de la pleine ouverture des services actuels plutôt que d’en créer en parallèle et éviter ainsi une forme de ghettoïsation des personnes trans. Les deux possibilités sont perçues comme des plus, cela dit. Enfin, il est suggéré une accessibilité pour des services de soutien en ligne pour les personnes trans afin de pouvoir rejoindre des personnes de toutes les régions du Québec, y compris en région.

TÉMOIGHAGES DES FEMMES CISGENRES LESBIENNES OU BISEXUELLES

PROFIL DES FEMMES CISGENRES LESBIENNES ET BISEXUELLES INTERROGÉES

Le sous-échantillon regroupe 11 femmes cisgenres lesbiennes et bisexuelles

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Orientation sexuelle** | Homosexuelle | 7 (64%) |
| Bisexuelle | 3 (27%) |
| Pansexuelle | 1 (9%) |
| **Identité de genre** | Femme | 11 (100%) |
| **Groupe d’âge** | [20 ans et 29 ans] | 5 (46%) |
| [30 ans et 39 ans] | 3 (27%) |
| [40 ans et 49 ans] | 3 (27%) |
| **Niveau de scolarité** | Niveau primaire | 1 (9%) |
| Niveau secondaire | 1 (9%) |
| Niveau collégial | 1 (9%) |
| Niveau universitaire | 8 (73%) |
| **Milieu de vie** | Urbain | 9 (82%) |
| Semi-urbain | 1 (9%) |
| Rural | 1 (9%) |
| **Âge de la victime lors de(s) agression(s)** | Enfance | 3 (17 %) |
| Adolescence | 6 (33%) |
| Adulte | 9 (50%) |
| **Lien entre la victime et le(s) agresseur(s)** | Entourage (ami, professeur, employeur) | 7 (39%) |
| Famille ou fratrie | 4 (22%) |
| Partenaire amoureux-se | 5 (28%) |
| Inconnu-e (bar, rencontre, party) | 2 (11%) |
| **Identité de genre de(s) agresseur(s)** | Hommes cisgenres | 14 (78%) |
| Femmes cisgenres | 4 (22%) |

LES VULNÉRABILITÉS – DES FACTEURS DE RISQUE RELATIFS AUX AGRESSIONS SEXUELLES

En ce qui a trait à l’identité des agresseurs des femmes lesbiennes ou bisexuelles, certaines études montrent que ces dernières sont autant voire plus à risque d’être victimes de leur partenaire intime que les femmes hétérosexuelles.

Une femme victime d’une autre femme peut cependant craindre d’être invalidée dans son témoignage ou dans sa demande d’aide en raison du manque de reconnaissance sociale des agressions commises par des femmes sur des femmes. Les présomptions d’hétérosexualité au sein des services d’aide aux victimes peuvent également amener ces dernières à garder silence sur des agressions subies.

La représentation de l’agression sexuelle : lorsque l’agresseur est le conjoint ou la conjointe

L’agression sexuelle survient parfois sans utilisation de la force brute. L’expérience de certaines participantes met en effet en lumière que l’agression sexuelle entre partenaires peut se produire suite à du chantage, de la manipulation, de la culpabilisation et des menaces de la part de l’agresseur-e afin obtenir une relation sexuelle sans qu’il y ait vraiment consentement. La présence de multiples formes de violence, et le caractère insidieux des abus sexuels commis sans brutalité physique manifeste amènent un questionnement chez les victimes, qui se demandent : Est-ce vraiment une agression ?

Le mythe selon lequel tous les rapports sexuels dans une relation de couple sont forcément légitimes et consensuels contribue également à la confusion chez la victime.

La lesbophobie, une forme de sexisme qui nuit aussi aux victimes

Des participantes identifient la lesbophobie et le sexisme de leurs agresseurs comme ayant légitimé chez ces derniers leurs actes de violence à l’endroit de femmes. Cette perception peut en effet pousser certains hommes à penser qu’ils sont légitimés d’agresser une femme lesbienne, la sexualité entre deux femmes étant vue par ces agresseurs comme prétendument « incomplète ».

LES CONSÉQUENCES DES AGRESSIONS SEXUELLES SUBIES ET STRATÉGIES ADAPTATIVES ADOPTÉES POUR LES SURMONTER

Pour la majorité des participantes ces expériences ont été très éprouvantes et ont laissé des séquelles importantes.Certaines mentionnent qu’elles ont aujourd’hui des réactions de stress post-traumatiques pouvant aussi se répercuter, bien malgré elles, sur leur entourage et modifier leur rapport à la sexualité.La souffrance vécue peut s’accentuer en raison de l’absence de soutien, du rejet, et d’un sentiment de trahison de la part de la personne qui a agressé ou des gens qui auraient pu réagir et ne l’ont pas fait.

Certaines mesures adaptatives sont plus ou moins consciemment adoptées par les victimes pour surmonter les conséquences des agressions sexuelles et y survivre :

* L’exploration de la sexualité sous des angles nouveaux est parfois soulignée comme moyen de composer avec les conséquences d’agressions sexuelles.
* La consultation de thérapeutes compétents afin de soutenir la résilience, par exemple faire de la visualisation positive, a également été nommée comme une stratégie de survie.

Plusieurs participantes affirment que le processus de survie, de « guérison» ou de résilience est possible même s’il peut prendre beaucoup de temps.

**MYTHES, PRÉJUGÉS ET RÉALITÉ ENTOURANT L’AGRESSION SEXUELLE CHEZ LES FEMMES CISGENRES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE**

* L’idée qu’une agression sexuelle, si elle est commise par une femme, n’implique pas de coït est à la source de malentendus et de préjugés à l’effet que cela ne serait pas « un vrai viol ».
* La vision qui prévaut encore de l’agression comme étant une pénétration forcée commise par un homme occulte une multitude d’actes à caractère sexuel perturbants et condamnables, tels que **le harcèlement, les attouchements, l’exhibitionnisme, la pénétration avec des objets. etc.**
* La croyance omniprésente que l’agresseur est toujours de sexe masculin entraine souvent un déni de l’agression sexuelle lorsque celle-ci est perpétrée par une femme.
* L’idée fausse que toutes les femmes lesbiennes ont été agressées sexuellement alors qu’elles étaient enfants ou encore qu’elles « deviennent » homosexuelles suite à une agression se retrouve beaucoup dans l’imaginaire collectif et est fortement nuisible quand vient le temps de chercher du soutien. C’est hélas un mythe dont plusieurs répondantes témoignent, déplorant que la « recherche des causes » mobilise beaucoup certains intervenant et intervenantes, alors que cela n’a rien à voir avec le motif de consultation : les séquelles d’agressions sexuelles.
* Certaines participantes évoquent aussi le mythe qui consiste à croire que les femmes bisexuelles auraient une tendance à l’hypersexualité, étant d’emblée ouvertes à toutes les expériences sexuelles (idée fausse qui tend à minimiser la responsabilité des agresseurs et à blâmer la victime).
* Un autre mythe abordé par les participantes est celui de la femme lesbienne «forte», mentalement ou physiquement, sous-entendant que la victime qui n’aurait pas suffisamment résisté à son agresseur.
* Une participante bisexuelle agressée par son ex-conjoint explique que celui-ci se serait servi de l’orientation sexuelle de sa victime afin d’installer une dynamique de culpabilité chez elle.

Nier la responsabilité de l’agresseur face à l’agression sexuelle et blâmer la victime est une réaction sociale encore beaucoup perçue et dénoncée par les répondantes. En plus de faire porter à la victime le sentiment « d’avoir couru après », cette réaction banalise l’agression et dédouane l’agresseur de tout blâme, ou presque.

LA DEMANDE D’AIDE CHEZ LES FEMMES CISGENRES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES

Les principaux services reçus provenaient d’intervenantes psychosociales. Trois répondantes ont reçu des services de la part de la police et une seule a fait des démarches auprès d’un CAVAC. Six ont également recouru à des services offerts par des professionnels et professionnelles de la santé. Deux participantes ont fait appel à un organisme intervenant auprès des femmes lesbiennes, une à un centre de crise et trois auprès de divers organismes pour femmes. Finalement deux répondantes ont bénéficié des services d’un CALACS. Une participante n’a demandé aucune aide suite aux agressions sexuelles dont elle fut victime.

L’écoute, le soutien et l’empathie furent globalement perçues comme bénéfiques par les répondantes. Elles soulignent l’importance du respect de leur orientation sexuelle par des professionnels ou professionnelles qu’elles ont rencontrés, lorsque tel fut le cas.

Une répondante affirme qu’il y a trop peu de sensibilité dans le système de justice à l’égard des différentes formes d’agressions sexuelles, ce qui se traduit par des procédures peu adaptées à la violence entre femmes, par exemple. Dans un contexte où la violence physique n’a pas été utilisée, ou a laissé peu de traces, il deviendrait pratiquement impossible pour la victime de prouver qu’elle en est une, ont témoigné des femmes.

Des normes et des stéréotypes de sexe ou de genre teintent parfois les interventions policières auprès des victimes, allant jusqu’à minimiser la gravité des faits, voire nier la violence commise par une femme sur une autre femme. Cela dit, plusieurs répondantes rapportent une interaction des plus positives avec des policières rencontrées à la suite de leur plainte.

Certaines participantes ont caché des éléments liés à leur agression ou leur orientation sexuelle afin de ne pas être jugées ou marginalisées par des institutions ou leurs représentants. Les femmes victimisées sont très fragilisées et peuvent craindre que des préjugés relatifs à leur orientation sexuelle nuisent à leurs démarches pour être adéquatement soutenues et aidées suite aux agressions subies.

Quelques suggestions sont faites par les victimes pour avoir des services d’aide plus efficaces

* La majorité des participantes estiment que l’orientation sexuelle ne serait pas primordiale à considérer lorsque l’on aborde des agressions sexuelles. Cependant, elles croient que des connaissances de base en matière d’orientation sexuelle et de sexualité sont essentielles chez les divers professionnels et professionnelles impliqués dans la prestation de services policiers, de santé, de services sociaux et de soutien communautaire.
* L’utilisation d’un langage inclusif (ne pas présumer du genre ou de la sexualité des personnes) s’avère aussi indispensable pour installer un climat de confiance.
* L’hétéronormativité prédominant encore, aux dires de participantes, dans la documentation des ressources en violences sexuelles est déplorée, d’où l’importance d’y inclure explicitement les réalités LGBT.
* Former et offrir des outils pour améliorer l’intervention auprès des femmes de la diversité sexuelle est d’autant plus important que le manque d’outils et de compétences entraine des répercussions directes sur les victimes : des faux pas, voire des manques à l’éthique professionnelle ont été déplorés.
* Certaines répondantes estiment que des activités éducatives devraient explicitement viser à sensibiliser les jeunes sur la prévention des agressions à caractère sexuel et la lesphobie, cela dès l’école primaire.
* Certaines participantes croient que seuls les organismes venant en aide aux femmes lesbiennes peuvent offrir des services adéquats. Cela dit, et bien qu’elles soulignent de façon très positive leur travail, d’autres répondantes croient que les organismes dédiés en partie ou en totalité aux femmes lesbiennes manquent d’outils ou de ressources pour intervenir efficacement ou adéquatement en matière d’agression sexuelle.

TÉMOIGNAGES DES HOMMES CISGENRES GAIS ET BISEXUELS

PROFIL DES HOMMES CISGENRES GAIS ET BISEXUELS INTERROGÉES

Le sous-échantillon regroupe 19 hommes cisgenres gais et bisexuels

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Orientation sexuelle** | Homosexuelle | 16 (84%) |
| Bisexuelle | 3 (16%) |
| **Identité de genre** | Homme | 17 (89%) |
| Queer | 2 (11%) |
| **Groupe d’âge** | [20 ans et 29 ans] | 4 (21%) |
| [30 ans et 39 ans] | 4 (21%) |
| [40 ans et 49 ans] | 4 (21%) |
| [50 ans et 59 ans] | 4 (21%) |
| 60 ans et + | 3 (16%) |
| **Niveau de scolarité** | Niveau secondaire | 4 (21%) |
| Niveau collégial | 4 (21%) |
| Niveau universitaire | 9 (47%) |
| NSP | 2 (11%) |
| **Milieu de vie** | Urbain | 15 (79%) |
| Semi-urbain | 4 (21%) |
| **Âge de la victime lors de(s) agression(s)** | Enfance | 14 (64%) |
| Adolescence | 3 (14%) |
| Adulte | 5 (23%) |
| **Lien entre la victime et le(s) agresseur(s)** | Entourage (ami, prêtre, gardienne) | 7 (32%) |
| Famille ou fratrie | 8 (36%) |
| Inconnu (bar, date, party) | 7 (32%) |
| **Identité de genre de(s) agresseur(s)** | Hommes cisgenres | 20 (91%) |
| Femmes cisgenres | 2 (9%) |

La plupart des hommes interrogés ont décrit leur agression comme le fruit d’une stratégie planifiée de la part de l’agresseur, qui avait perçu leur vulnérabilité. La réaction aux agressions varie selon l’âge des victimes au moment où elles furent vécues. Les participants agressés pendant l’enfance relatent parfois ne pas avoir eu alors la connaissance nécessaire pour réaliser ce qu’ils étaient en train de vivre. La majorité de ces hommes exprimaient un manque de connaissances et de ressources personnelles pour être en mesure de nommer les choses puis d`y réagir.

Viol ou agression à caractère sexuel[[1]](#footnote-1) ? La différence perçue selon les répondants

Pour certains hommes interrogés, bien définir le type d’agression subi s’avère essentiel pour la compréhension ultérieure de la situation. Des participants qui ont été violés, selon leurs propres mots, ont exprimé que la validation de leur expérience passe par une description et une compréhension justes de la violence subie, ce qui n’est pas toujours le cas quand la victime est un homme, cette réalité étant méconnue ou minimisée.

LES FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ

Le noyau familial

La majorité des participants ayant subi une agression à caractère sexuel pendant leur enfance ou leur adolescence relatent avoir rencontré antérieurement ou simultanément des problèmes familiaux importants : parents alcooliques, famille d’accueil, rejet parental. Cela les rendait particulièrement vulnérables.

L’orientation sexuelle comme source de préjugés et de malentendus

Être homosexuel ou bisexuel n’est certes pas un facteur de vulnérabilité en soi, mais il le devient parfois parce que la société hiérarchise les orientations sexuelles, provoquant ainsi une homophobie intériorisée.

Le *coming out* est vu comme un processus réitératif à travers lequel chaque personne doit faire face à ses peurs et questionnements, ce qui peut être libérateur, mais aussi la placer en situation de vulnérabilité à plusieurs reprises dans un parcours de vie.

Vivre son homosexualité en région

Le manque d’espaces de socialisation pour les jeunes homosexuels en région plus le stigmate possiblement présent dans leur milieu de vie contribuent à créer ou augmenter une vulnérabilité dont profite certains agresseurs : l’isolement ou le désoeuvrement de leur victime semblent garantir son silence.

L’expression du genre

Sept participants ont déclaré que, durant leur jeunesse, ils étaient perçus comme étant plutôt « féminins », donc atypiques dans le genre, et que cela les plaçait involontairement dans une situation de vulnérabilité, surtout à l’école. Ces hommes font un lien de cause à effet entre leur expression de genre et l’abus subi. Il est connu que les jeunes dont l’expression de genre est perçue comme non conformiste sont plus susceptibles d’être victimes d’agression à caractère sexuel, ou de violences homophobes, qu’ils soient homosexuels ou non.

Devenir une victime

Dans l’imaginaire collectif, les hommes ne sont pas supposés, selon les préjugés populaires, devenir des victimes. Conséquemment, les hommes cherchent moins les services d’aide que les femmes, même quand ils en ont besoin. Les attentes relatives au sexe et au genre masculin ajoutent donc un défi de plus à surmonter lorsqu’ils sont victimes d’une agression sexuelle et requièrent de l’aide. Les répondants témoignent de la difficulté qu’ils ont d’occuper la place de victime d’agression sexuelle en tant qu’hommes dans le système de soins et services actuellement en place.

LES CONSÉQUENCES DES AGRESSIONS SEXUELLES

Les conséquences qui ressortent le plus parmi les hommes interrogés sont dans leur rapport à la sexualité et dans l’estime de soi. Aux dires de plusieurs participants, il faut rebâtir de zéro la confiance en soi. Ce type de séquelle s’étend à différents aspects de la vie de l’individu et peut devenir envahissant.

Le rapport à la sexualité

Les conséquences et séquelles dans le rapport à la sexualité peuvent toucher les pratiques sexuelles, l’intimité ou les relations amoureuses. Elles sont parfois contraires, dépendant des individus. Par exemple, certains répondants témoignent avoir développé une dépendance sexuelle, ou encore des comportements sexuels à risque, tandis que d’autres se retrouvent plutôt avec une sexualité réprimée ou encore voient la sexualité comme quelque chose de négatif, à éviter.

Pour certains, les séquelles se manifestent parfois par la reproduction à divers degrés du cadre de l’agression (par exemple la recherche de partenaires de l’âge de l’agresseur), comme pour l’exorciser ou se prouver que, cette fois, la situation sera contrôlée. À l’inverse, y a parfois déconnexion ou dissociation entre le vécu et les émotions ressenties : par exemple, éviter de faire même avec une personne aimée ce qui rappellerait trop ce qui s’est passé avec l’agresseur.

Le sens donné aux agressions sexuelles par rapport à l’orientation sexuelle

Selon certains participants, il existerait une différence entre le parcours d’une personne homosexuelle ou bisexuelle et celui d’une personne hétérosexuelle qui fut agressée sexuellement : la personne homosexuelle ou bisexuelle verra parfois son orientation sexuelle remise en question par autrui à cause des agressions qu’elle a rapportées, cela en raison d’un très hypothétique lien de cause à effet entre les deux (notons en passant qu’aucune recherche n’a jamais prouvé une telle hypothèse).

Ce questionnement s’avère un peu différent pour les hommes bisexuels qui ont participé à cette étude. Les trois participants qui se déclarent bisexuels disent en effet se questionner eux-mêmes sur le lien qui pourrait exister entre leur agression et leur attirance vers les hommes. Cela dit, si aucun des participants homosexuels dans le cadre de la recherche ne remet en question leur orientation sexuelle suite à l’agression subie, la documentation scientifique sur le sujet montre que certains le font.

LE DÉNI : UNE STRATÉGIE DE PROTECTION ET DE SURVIE

La principale stratégie d’adaptation rapportée par les participants est le déni de ce qu’ils ont subi. Pour la majorité d’entre eux, ce déni est tout simplement le refus de reconnaitre qu’ils ont été abusés sur le plan sexuel. Même après des années, ils continuent parfois à douter de l’histoire qui leur est arrivée, voire à remettre en question leur mémoire. Certains vont jusqu’à craindre d’être perçus comme étant des « imposteurs ». Ce mécanisme de défense a un côté autoprotecteur : si l’agression n’est pas vraiment arrivée, ce n’est pas nécessaire d’en parler. Ou encore : « Si je ne parle pas, personne ne pourrait mettre en doute ce que j’ai vécu ».

La dépendance comme fuite en avant est ressortie comme étant un autre moyen de protection utilisé pour ne pas avoir à faire face au traumatisme. Pour la majorité des participants, il s’agit d’une séquelle, mais pour certains, la dépendance est plutôt vue comme une stratégie de défense qui donne, en apparence, quelques moments de répit sur le plan mental ou émotionnel. 

**MYTHES ET PRÉJUGÉS SUBIS PAR LES HOMMES CISGENRES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE**

Le mythe de l’abuseur inconnu (qui serait le fait des abus sexuels au masculin) ne semble pas se vérifier ici puisque la plupart des répondants ont subi une agression de la part d’une personne de leur entourage proche ou du moins qu’ils connaissaient déjà.

Un autre point ressortant de nos entretiens, qui complique beaucoup la vie des victimes de sexe masculin, est l’idée que l’homme ne peut être une victime. Par exemple, L’âge, le poids ou la taille des victimes sont désignés pour mettre en doute qu’il puisse y avoir eu véritablement agression.

Des mythes véhiculés au sein même de la communauté gaie

Certains participants font état de leur malaise ou leur honte à dénoncer leur agression parce que c’est arrivé lors ou suite à une rencontre dans un endroit destiné au sexe anonyme, où on croit (à tort) que tout est consenti. Le fait d’être dans un tel endroit signifierait un « consentement » implicite à toute relation. Or, l’amalgame simpliste entre orientation homosexuelle, pratiques sexuelles et agression sexuelle qui n’en serait pas tout à fait une, exempte l’agresseur de culpabilité et confine sa victime au silence gêné.

Un autre mythe, hétérosexiste, voudrait que si l’on est gai et vivant une sexualité plus ou moins ouverte, on est condamné à endurer ce qui nous arrive, même s’il s’agit d’une relation non consentante. L’attitude ou la tenue vestimentaire de certains hommes victimes sont parfois, à leur grand désarroi, évoquées pour les blâmer des agressions subies. Deux hommes font en cela un parallèle avec la situation des femmes à qui on reprochait d’avoir « une jupe trop courte ».

DESCRIPTION DE L’AIDE REÇUE PAR LES HOMMES CISGENRES GAIS ET BISEXUELS

Rares sont les répondants qui n’ont fait, au cours de leur existence, aucune demande d’aide, que ce soit à des organismes publics ou à des thérapeutes privés. Les résultats furent diversifiés, plusieurs répondants déplorant l’absence ou l’indigence de services pour les hommes victimes. D’autres montrent un manque de confiance dans les ressources existantes. Les participants qui n’ont pas eu recours à du soutien spécialisé disent avoir trouvé leur propre façon pour gérer les séquelles de l’abus. Deux participants ont partagé leur vécu uniquement avec des personnes de leur entourage, ce qui s’est révélé efficace dans leur processus de résilience. Pour un répondant, c’est à travers la lecture d’autres histoires reliées à son vécu qu’il réussit à comprendre et même à surmonter les séquelles de ce qu’il a subi.

LES RESSOURCES CONSULTÉES

Parmi les ressources consultées, trois répondants ont mentionné l’IVAC, cinq ont utilisé les services offerts par le CRIPHASE (organisme spécialisé pour les hommes victimes) et sept ont porté plainte à la police soit eux-mêmes ou via leur entourage quand il s’agissait d’agression à caractère sexuel durant l’enfance. D’autres participants ont eu recours à différents types de thérapeutes ou intervenants et intervenantes.

Parmi les participants qui ont eu recours à des intervenants et intervenantes psychosociaux, trois ont raconté d’emblée avoir reçu un service de piètre qualité, vu l’ignorance de ces intervenants. Inversement, les participants qui ont fréquenté le CHRIPASE voient l’importance d’avoir un service offert spécifiquement aux hommes, adapté à leurs besoins. Partager leur expérience avec des pairs semble très pertinent et utile pour le processus de résilience.

Les répondants qui ont utilisé les services de l’IVAC, du CAVAC ou d’un CLSC se plaignent tous du délai pour avoir accès à leurs services et de la tracasserie administrative pour joindre la bonne personne, sans compter le nombre très limité de séances de thérapie (quand il y en a).

Si sept participants gais ou bisexuels ont porté plainte à la police, presque tous les autres ont rapporté avoir ou avoir eu des craintes face à ces services. Certains racontent avoir eu une mauvaise expérience lorsque la plainte a eu lieu, surtout lorsque cette plainte date de plusieurs années, cela dit. Les expériences plus récentes avec les services policiers semblent nettement plus positives.

LES BESOINS EXPRIMÉS AFIN D’AMÉLIORER L’AIDE OFFERTE AUX VICTIMES MASCULINES D’AGRESSION SEXUELLE

Voici les principales suggestions reçues de la part des hommes interrogés :

* Avoir plus de services offerts aux hommes (et dans toutes les régions du Québec). En effet, des hommes agressés sexuellement se trouvent partout dans la province, mais les services auxquels ils peuvent faire recours ne sont pas nombreux, réservés aux grands centres urbains, et beaucoup des services s’adressent exclusivement aux femmes victimes.
* Investir dans les organismes déjà existants pour bonifier leur offre de service.
* Former les intervenants et intervenantes sur la réalité des personnes gaies ou bisexuelles concernant les agressions sexuelle. Cela peut revêtir deux formes : les intervenants et intervenantes qui travaillent déjà avec les situations d’agressions sexuelles devraient être formés sur la réalité des personnes gaies ou bisexuelles, tandis que les intervenants et intervenantes des organismes LGBTQ auraient avantage à être formés sur les agressions sexuelle. De cette façon, les services sauraient rencontrer les besoins et les exigences de ceux qui préfèrent un service « mixte » et de ceux qui veulent rester au sein de la communauté LGBTQ.

L’organisme CRIPHASE, situé à Montréal, a été mentionné par certains participants comme particulièrement précieux. Des répondants ont parlé de l’importance d’autres organismes similaires comme le SHASE à Sherbrooke et AutonHommie à Québec.

Au-delà des besoins de services exprimés par les participants, trois thèmes émergent dans leurs réponses qui amènent des recommandations relatives à la prévention :

* L’éducation sexuelle à l’école (souhaitée plus inclusive sur l’orientation sexuelle et sur l’existence des abus sexuels sur les garçons)
* L’importance d’avoir des représentations d’expériences comme la leur (films, émissions de télévision, littérature) afin que les garçons comprennent que cela peut aussi leur advenir et que les agressions sexuelle peuvent prendre diverses formes : des attouchements aux agressions avec pénétration.
* L’élaboration des campagnes qui sachent parler au public gai ou bisexuel.

Finalement, le nombre de répondants cisgenres de sexe masculin n’ayant pas porté plainte à la police démontre qu’il y a un travail à réaliser en rapport avec l’image de la police auprès des hommes gais et bisexuels. Un changement de l’image publique de la police, déjà amorcé ces dernières années, devrait se poursuivre afin de la rapprocher des communautés LGBT et d’avoir leur confiance, nous a-t-on suggéré.

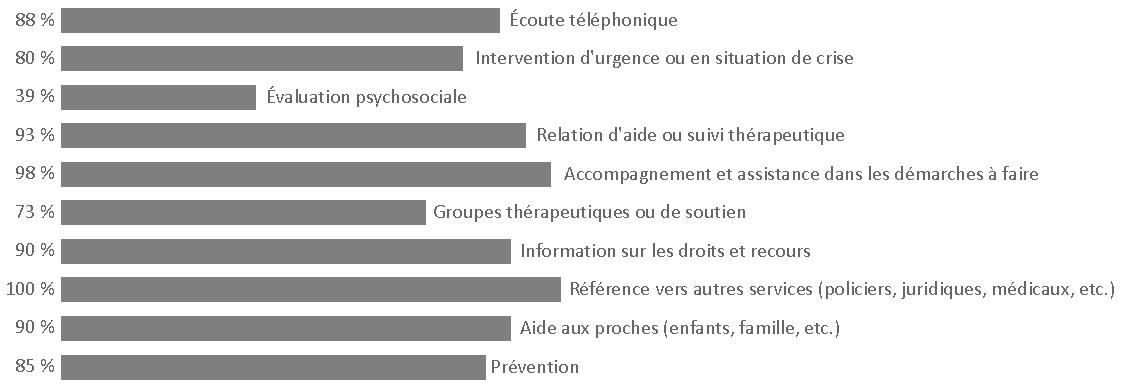
SONDAGE MENÉ AUPRÈS DES ORGANISMES D’AIDE AUX VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES

Des 62 organismes ayant été invités à remplir le questionnaire en ligne (en fait, tous les organismes d’aide aux victimes d’agressions sexuelle que nous avons pu répertorier au Québec), 41 ont accepté de participer à l’étude, ce qui représente un taux de réponse de 66% ou deux tiers, ce qui est un taux très acceptable.

|  |  |
| --- | --- |
| RÉGIONS ADMINISTRATIVES COUVERTES | NOMBRE D’ORGANISMES |
| Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides | 8 (total pour les 4 régions) |
| Centre-du-Québec, Estrie, Montérégie | 7 (total pour les 3 régions) |
| Chaudière-Appalaches, Bas St-Laurent | 6 (total pour les 2 régions) |
| Mauricie, Capitale-nationale | 5 (total pour les 2 régions) |
| Outaouais, Abitibi-Témiscamingue | 5 (total pour les 2 régions) |
| Saguenay-Lac-St-Jean, Nord-du-Québec | 4 (total pour les 2 régions) |
| Gaspésie-Îles- de-la-Madeleine, Côte-Nord | 4 (total pour les 2 régions) |
| Ensemble du Québec | 2 |

**Répartition des 41 organismes selon la région géographique couverte**

**Nature des services offerts au sein des 41 organismes**



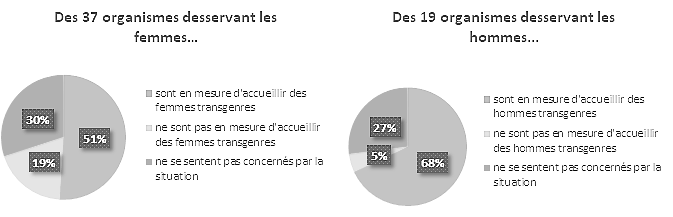
Les services énumérés au tableau sont offerts par une majorité des organismes contactés. La seule exception relève de l’évaluation psychosociale. Ce faible pourcentage pourrait s’expliquer, en partie, par le fait que l’évaluation psychosociale requiert une expertise professionnelle particulière, étant un acte réservé par le Code des professions.

**Clientèle desservie par les 41 organismes (en pourcentage de réponses positives)**

Il est à noter qu’un même organisme peut desservir plusieurs types de clientèles; un même organisme peut donc être représenté dans différentes catégories ici identifiées.

La décision de cibler une clientèle selon son sexe est une pratique ancrée dans des valeurs et des traditions qui sont au cœur même du fonctionnement de l’organisme, ont souligné plusieurs d’entre eux : il ne semble pas y avoir là une volonté active de discrimination.

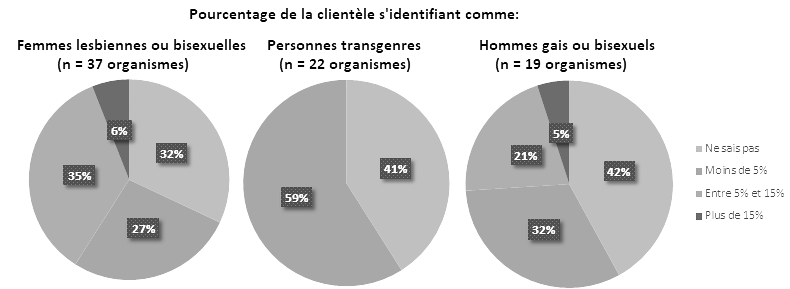
**Organismes accueillant des personnes transgenres (selon le type de clientèle)**



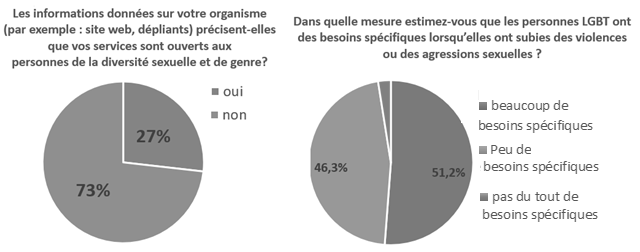
Ce tableau montre la proportion des organismes ayant répondu au sondage étant en mesure d’accueillir des personnes transgenres. Étant donné qu’une majorité des services offerts aux victimes s’adressent spécifiquement ou majoritairement à un sexe ou un genre, nous avons en effet distingué les données recueillies en fonction du fait qu’ils pouvaient aussi desservir des femmes trans ou des hommes trans.

Une donnée importante ici concerne les organismes ne se sentant pas concernés par la situation, soit environ 30%, vraisemblablement parce que ces organismes considèrent qu’il n’existe pas de clientèle s’identifiant comme transgenre pouvant potentiellement faire appel à leurs services (c’est du moins ce que suggèrent quelques réponses plus détaillées à cette question).

**Pourcentage de la clientèle desservie s’identifiant comme faisant partie de la diversité sexuelle et de genre (41 organismes)**



**Importance perçue des spécificités chez les personnes de la diversité sexuelle et de genre pour la prestation de services (n=41 organismes)**



Comme l’ont souligné certains organismes, prendre en compte les besoins spécifiques des personnes de la diversité sexuelle et de genre – si tels besoins sont identifiés – peut être difficile pour certains, car sans ressources ni expertises particulières en ce domaine.

Lorsque de telles ressources ne sont pas immédiatement disponibles, une alternative existerait toutefois : établir un partenariat avec des organismes travaillant sur les réalités de la diversité sexuelle et de genre. Cette pratique est à des degrés divers présente chez plusieurs organismes ayant répondu au sondage.

**Collaboration avec un organisme travaillant sur les réalités de la diversité sexuelle et de genre (en pourcentage de réponses; n=41 organismes)**

La majorité des organismes ayant répondu au sondage (32/41) disent en effet avoir déjà collaboré, d’une façon ou d’une autre, avec des organismes communautaires intervenant auprès des personnes de la diversité sexuelle et de genre.

Il est important de mentionner que plusieurs organismes répondants ont mis de l’avant l’importance de favoriser des collaborations entre différents organismes afin d’être en mesure de mieux desservir les personnes de la diversité sexuelle et de genre victimes d’agression sexuelle.

En somme, les données recueillies dans le volet quantitatif de notre recherche (constitué d’un sondage rempli par des services d’aide aux victimes) montrent que :

* **Les femmes ont, en principe, davantage accès à des services que les hommes, de l’aide leur étant disponible dans toutes les régions du Québec** - ce qui n’est pas le cas pour les hommes, quelle que soit leur orientation sexuelle par ailleurs.
* **Les personnes trans victimes d’agressions sexuelles profitent d’un accès aux services à géométrie très variable, selon les régions**. Alors que certains organismes affirment ou affichent clairement leur ouverture à les accueillir, d’autres se disent « *encore en réflexion* » par rapport à cet aspect, et près du tiers des 41 organismes ayant répondu au sondage ne se sentent pas concernés par la question de recevoir – ou non – une clientèle trans, estimant peu probable qu’une telle clientèle puisse avoir recours à leurs services (selon certaines réponses, cette clientèle n’existerait pas dans leur région).
* **Les perceptions des organismes quant aux besoins spécifiques que peut ressentir une clientèle de la diversité sexuelle et de genre victime d’agressions sont partagées**; environ la moitié des organismes répondants affirment que cette clientèle a beaucoup de besoins spécifiques, alors que l’autre moitié soutiennent que cette clientèle a peu ou pas de besoins spécifiques. C’est peut-être ce qui explique que moins de 30 % des organismes d’aide aux victimes sentent le besoin de préciser explicitement dans leur documentation publique leur ouverture à accueillir une clientèle faisant partie de la diversité sexuelle et de genre. Dans les faits, pourtant, il y aurait une ouverture en ce sens, mais elle n’est pas exprimée à la clientèle.
* **Il y a ouverture et intérêt des organismes d’aide aux victimes d’agressions sexuelles à recevoir de la formation ou du soutien afin de mieux intervenir auprès d’une clientèle LGBT**. Les trois-quarts de ces organismes collaborent déjà occasionnellement avec des organismes intervenant auprès des personnes de la diversité sexuelle et de genre, et plusieurs notent l’importance de favoriser de tels réseaux de collaborations entre organismes. Les réponses des organismes d’aide aux victimes donnent à penser qu’il existe souvent une volonté de mieux connaître les besoins et les réalités LGBT.

**EN CONCLUSION**

Le Québec semble vivre un moment charnière dans l’aide et le soutien aux victimes d’agressions sexuelles: reconnaître leur diversité et la non moindre diversité de leurs besoins constitue un pas important. Une personne qui est victime d’un traumatisme crânien n’a pas à s’inquiéter lorsqu’elle est admise à l’urgence d’un hôpital si elle sera traitée, ou non, selon son sexe, son genre ou son orientation sexuelle. Elle aura des services requis dans tous les cas. Les personnes aux prises avec des traumatises ou séquelles résultant d’agressions sexuelles devraient pouvoir se dire la même chose : quels que soient leur sexe, leur genre ou leur orientation sexuelle, elles seront accueillies.

1. Nous employons ici les termes même utilisés par les participants mêmes. Certains ont dit avoir été victimes de viol, d’autres ont parlé d’agression sexuelle ou à caractère sexuel, en faisant une distinction, qu’ils jugent importante, entre les deux. [↑](#footnote-ref-1)